

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 712

semaine du
du 30 juin
au 6 juillet 2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Page 4

Contribution du bureau national du POI, réuni le 25 juin

Que Macron et toute sa politique soient impopulaires et rejetés n'est pas une nouveauté. Dès 2017, son élection représentait à peine 18 % des électeurs inscrits au premier tour. Et encore, il lui fallait la manipulation politique (inaugurée par Mitterrand) d'un pseudo-front républicain pour battre une pseudo-extrême droite. Déjà à l'époque, personne, pas même Macron, ne pouvait croire qu'il s'agissait d'une adhésion populaire à son programme. Le puissant mouvement populaire des Gilets jaunes, les manifestations ouvrières contre la réforme des retraites, les innombrables grèves... ont confirmé le rejet, le refus de subir, mais aussi la recherche d'une issue politique.

Les résultats électoraux de 2022 viennent d'amplifier ce mouvement, mais avec une particularité. Rejetant de nouveau Macron, les millions de votants ou d'abstentionnistes ont porté cette fois le fer au cœur des institutions. Ils ont remis en

cause le fonctionnement de l'Etat, qui n'est ni neutre ni représentant de l'intérêt général, mais le cœur de la domination de classe des capitalistes, possédants, qui ne vivent que de l'exploitation du peuple. De ce fait, le péril est tout autre. La rupture est palpable. La peur du gouffre est là. Il leur faut protéger le système. Et, bien sûr, toutes les forces politiques se disposent en rapport avec cet enjeu.

Aux abois, Macron et son « Ensemble » cherchent désespérément tous les moyens possibles pour continuer.

LR and Co jurent qu'ils ne seront pas la béquille de Macron, mais qu'ils défendront les institutions en agissant au cas par cas. M^{me} Le Pen, ayant totalement abandonné

ses prétentions « antisystème », vilipende Macron, mais précise bien qu'elle est respectueuse des institutions et qu'elle veut des postes pour elle et ses amis.

Olivier Faure, plus fin et beaucoup plus réaliste, propose à Macron de reprendre à son compte les revendications essentielles de la Nupes pour avoir une chance d'être sauvé. Notons que si Macron décidait de s'y plier, nous ne nous en plaindrions pas. Des revendications satisfaites sont toujours bonnes à prendre.

Roussel, lui, a le mérite de la plus grande clarté. Bien sûr, il proclame qu'aucun accord n'est possible avec Macron ! Mais rappelle que ceux qu'il nomme les « communistes »

Aider à se regrouper et à s'organiser, aider à bloquer toutes les mesures inhumaines, aider à déjouer tous les pièges, aider à la rupture radicale : nous en sommes, à fond !

ont déjà participé en 1945 au gouvernement du général de Gaulle. Exact ! Appliquant à l'époque les directives de Staline, « père des peuples », la vérité oblige à dire qu'en participant au gouvernement d'union nationale, ils ont sauvé de Gaulle et le régime, poussés au bord du gouffre par la guerre et le puissant élan

révolutionnaire qui était la marque de la situation. Ils l'ont sauvé de ce que de Gaulle qualifiait « d'ennemis de l'intérieur », devenus en 1968 « la chienlit ». Roussel, dirigeant du PCF, ferait-il autrement cette fois ? Le doute est permis.

Jean-Luc Mélenchon et LFI font des propositions : groupe commun de la Nupes à l'Assemblée nationale, motion de censure, obliger la Première ministre à un vote de confiance... Dans cette situation, que Jean-Luc Mélenchon a bien raison de qualifier « d'inouïe », toutes ses propositions, même dans le cadre de l'Assemblée nationale, ont le sens du respect des 22 % du premier tour et de cette volonté de rupture. Elles poussent de ce fait à l'accentuation de la crise

ouverte des institutions et cherchent à réunir les conditions pour appliquer les mesures d'urgence.

Les institutions sont touchées, mais pas coulées. Qu'en sera-t-il de l'autre côté des tentatives, des manœuvres, magouilles et renoncements ? La suite nous le dira.

Mais en attendant la suite, le présent est bien là. La guerre contre les travailleurs et la population laborieuse ne cesse pas, elle s'amplifie : fermeture des urgences remplacées par des officines, ou même par la généralisation dans les « zones sensibles » ; Parcoursup et toutes ses conséquences contre la jeunesse ; les prix qui continuent de s'envoler avec des hausses vertigineuses pour les produits de première nécessité ; quatre Français sur dix qui ne partiront pas en vacances cet été ; ou bien la réforme des retraites qui est toujours d'actualité et qui pourrait bien trouver à l'Assemblée une « majorité »...

Chacun le sait, l'affolement pour sauver les institutions vise à répondre à ce qui est l'essentiel de la situation : la classe ouvrière, la population laborieuse refusent ; ils n'en peuvent plus, ils n'en veulent plus. Au point que la quasi-totalité des organisations syndicales refusent le « Conseil national de la refondation » de Macron. Au point que toutes appellent à une grève nationale à la SNCF et la RATP le 6 juillet, à la grève à Aéroports de Paris, le 1^{er} juillet...

C'est la combinaison de tous ces facteurs qui pousse partout en France, même de manière différente, aux réunions et regroupements de groupes d'action, de la Nupes, de parlements locaux ou régionaux de l'Union populaire, d'assemblées populaires avec les candidats de la Nupes, élus ou pas... Aider à se regrouper et à s'organiser, aider à bloquer toutes les mesures inhumaines, aider à déjouer tous les pièges, aider à la rupture radicale : nous en sommes, à fond !

Adoptée à l'unanimité

Nous vous invitons à nous faire connaître les réactions, discussions, etc. autour de cette contribution à informations-ouvrieres@fr.oleane.com

(extraits de notre article)

Mardi 21 juin dernier, le président de la République s'est entretenu avec les représentants des partis politiques pour envisager la constitution d'un gouvernement d'union nationale. A l'issue de cette rencontre, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, a déclaré : « Nous avons déjà participé à un gouvernement d'union nationale en 1945, ce n'est pas quelque chose qui nous choque de participer, avec d'autres, à la reconstruction de la France. »

Outre que le PCF ne ferme pas la porte à la proposition d'Emmanuel Macron, il nous semble nécessaire de revenir sur la référence au « gouvernement d'union nationale de 1945 » qui mérite quelques éclaircissements sur la politique conduite par la direction du PCF à cette époque, et qui peut être utile pour l'avenir.

La restauration de l'Etat bourgeois

Le président du gouvernement provisoire, Charles de Gaulle, affirme la nécessité de mettre fin au « désordre », c'est-à-dire au double pouvoir ; aussi, le 28 octobre 1944, le Conseil des ministres décide que seule doit subsister la police officielle : les milices patriotiques qui dépendent du Conseil national de la Résistance sont dissoutes, avec le soutien des deux ministres communistes.

L'une des premières manifestations de Maurice Thorez, le premier secrétaire du PCF, de retour de Moscou où il a passé les années de guerre, est de s'ériger en principal soutien du général de Gaulle, résumé dans le sinistre mot d'ordre : « *Un seul Etat, une seule armée, une seule police* ».

La défense de la « France libre » contre la liberté des peuples colonisés

Les massacres perpétrés par l'armée française à Sétif et Guelma (Algérie) en mai 1945 sont défendus par la direction du PCF : le 12 mai, soit quatre jours après les massacres, un tract de la délégation du comité central du PCF demande que « soient passés par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute ». Le Parti communiste algérien (PCA) demande « un châtimement rapide et exemplaire des chefs nationalistes », son chef de l'époque, Amar Ouzegane, réclamant : « *En prison les mouchards et les traîtres du PPA* » (1). A cette même période, le ministre PCF de l'Air, Charles Tillon, autorise des bombardements de l'aviation française à Sétif.

(1) Parti du peuple algérien, fondé par Messali Hadj, qui œuvrera toute sa vie durant pour l'indépendance de l'Algérie.

Le contexte

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est traversée par une vague révolutionnaire, conjuguée, en France, avec l'effondrement de l'Etat et du régime de Vichy. De nombreuses usines sont occupées par les ouvriers, souvent en armes. Comme l'écrit le général de Gaulle lui-même dans ses Mémoires, la bourgeoisie, menacée de tout perdre, doit concéder des réformes majeures, comme la Sécurité sociale et de nombreuses nationalisations.

Pour conjurer la révolution, de Gaulle fait appel à Staline, le maître du Kremlin et des PC du monde entier. Des ministres PCF entrent dès 1944 au gouvernement provisoire dirigé par de Gaulle, gouvernement d'union nationale, puis dans ceux des tout débuts de la IV^e République. Ces ministres PCF (Thorez, Croizat, Paul, Tillon, Billoux) ont assumé jusqu'au bout la restauration de « l'ordre », en France et dans les colonies.

Dans des circonstances certes différentes, Fabien Roussel, actuel dirigeant du PCF, ferait-il autrement aujourd'hui ? Le doute est permis...

DERNIERE HEURE

Le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre relaxe le syndicaliste de l'UGTG, porte-parole du LKP, Eli Domota

Communiqué du Comité international contre la répression (Cicr) (extraits)

(...) C'est un échec pour tous ceux qui, à travers le cas d'Eli Domota, ont cherché à porter un coup mortel au syndicalisme de lutte en Guadeloupe, à terroriser les militants et à mettre à genoux le peuple guadeloupéen. C'est un succès pour ce peuple qui a soutenu de mille façons le combat contre la répression. C'est un succès de la fermeté des avocats et des témoins d'Eli Domota aux différentes phases du procès. (...)

Il y a deux semaines, Eli Domota s'adressant à la Conférence du Comité international contre la répression – dont il est membre du Comité d'honneur – rappelait que plus de deux cents militants et jeunes sont actuellement poursuivis par les tribunaux, certains procès étant même dépayés. Il y a une

semaine, à peine, nous apprenions également que Gaby Clavier, dirigeant de l'UTS-UGTG (la branche « Santé » de l'UGTG) était condamné à trois mois de prison avec sursis et à plusieurs milliers d'euros d'amende.

Fort du succès que constitue la relaxe d'Eli Domota, face à une répression systémique, dans ce qui est une colonie, quoi que certains puissent en dire, nous appelons, toutes et tous, à ne pas relâcher l'effort.

Assez de maltraitance et de répression !
Relaxe pour Gaby Clavier et ses camarades !
Vive la solidarité internationale !

Paris, 29 juin 2022
Pour le Bureau du Cicr,
Gérard Bauvert, Secrétaire
et Gérald Fromager, Président

Cet été, je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

10 numéros de l'été : 14 euros (7 juillet au 8 septembre 2022) du n° 713 (n° 3107) au n° 722 (n° 3116)

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Comité : Département :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.